

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DES EAUX ET FORÊTS**

**ARRETE A/2013/473/MEEF/CAB/SGG DU 11 MARS
2013, PORTANT COMMISSIONNEMENTS
ADMINISTRATIFS DU PROCESSUS
D'APPROBATION DES DOSSIERS D'EVALUATION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.**

LE MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi L/97/038/AN du 09 Décembre 1997, portant Code de protection de la Faune sauvage et Règlementation de la chasse

Vu la Loi L/99/013/AN du 22 Juin 1999, portant Code Forestier ;

Vu la Loi L/2011/006/CNT du 09 Septembre 2011, portant Code minier de la République de Guinée ;

Vu l'Ordonnance N°045/PRG/87/SGG du 28 Mai 1987, portant Code de l'environnement de la République de Guinée ;

Vu le Décret D/2011/047/PRG/SGG du 25 Février 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts ;

Vu les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres.

ARRETE:

Article 1er: Il est institué des commissionnements administratifs sur le processus d'approbation des dossiers d'évaluation environnementale et sociale à la charge du promoteur ou de l'unité de gestion du projet.

Cette procédure d'examen et d'approbation comprend la phase des enquêtes et consultation publiques au niveau des localités riveraines du projet, ainsi que la phase de l'audience publique du Comité Technique d'Analyse Environnementale (CTAE) et la délivrance de l'autorisation ou du certificat de conformité environnementale.

Article 2: Les frais relatifs à la réalisation des enquêtes et consultations publiques dans les localités riveraines du projet, à l'audience publique, au contrôle et à l'évaluation de la mise en oeuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) sont à la charge du promoteur ou de l'unité de gestion du projet. A cet effet, un budget détaillé est établi par la Direction Générale du Bureau Guinéen d'Etudes et d'Evaluation Environnementale (BGEEE), validé par l'autorité ministérielle chargée de l'environnement.

Les membres du Comité Technique d'Analyse Environnementale doivent recevoir les copies des rapports d'évaluation environnementale quatorze (14) jours avant la tenue de la séance d'audience publique, considérés dans le budget.

La délivrance de l'autorisation ou du certificat de conformité environnementale faisant suite à l'approbation d'un dossier d'évaluation environnementale est fixée à 3% du coût total de réalisation de l'étude effectuée. Ainsi le promoteur ou l'unité de gestion du projet doit communiquer ce coût à la Direction Générale du Bureau Guinéen d'Etudes et d'Evaluation

Environnementale (BGEEE). Ce taux sera calculé sur la base d'un montant forfaitaire si le coût total de réalisation de l'étude n'est pas communiqué à temps.

Article 3: Concernant les projets d'intérêt public, l'application du commissionnement administratif devra obligatoirement tenir compte des dispositions de la convention liant à cet effet, le bailleur de fonds ou le donateur à l'Etat.

Article 4: Le Comité Technique d'Analyse Environnementale qui comprend vingt-trois (23) membres, est constitué de représentants de l'ensemble des départements ministériels concernés par le projet et de la société civile.

Il est chargé particulièrement (i) d'analyser les termes de référence (TdR) et les rapports d'évaluation environnementale des projets de développement public et privé ; et (ii) d'émettre des avis techniques dans un procès verbal de délibération, à titre d'approbation ou de rejet sur les dossiers examinés, à l'attention de l'autorité ministérielle chargée de l'environnement.

Les séances du Comité Technique d'Analyse Environnementale sont présidées par un président assisté de deux (02) assesseurs.

La présidence du Comité Technique d'Analyse Environnementale est assurée par un membre du cabinet du Ministre en charge de l'environnement.

La Direction Générale du Bureau Guinéen d'Etudes et d'Evaluation Environnementale (BGEEE) assure le rôle de rapporteur au cours des séances du Comité Technique d'Analyse Environnementale.

Toute séance du Comité Technique d'Analyse Environnementale fera l'objet d'une invitation des membres dudit comité, quatorze (14) jours avant la tenue de l'audience publique.

Article 5 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 Mars 2013

Pr. Ibrahima BOIRO